

L'ACCAPAREMENT DES TERRES MANIFESTATION DU COLONIALISME NÉOLIBÉRAL



LES SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT EN TÊTE DE LA COURSE AUX TERRES AGRICOLES À L'ÉTRANGER

« Je suis convaincu que la terre va devenir l'un des meilleurs investissements de notre époque. À terme bien sûr, les prix alimentaires atteindront un niveau tel que le marché sera probablement inondé de denrées, suite au développement de nouvelles terres, de nouvelles technologies, ou bien des deux, et le marché haussier disparaîtra. Mais nous n'en sommes pas encore là. » - George Soros, juin 2009

L'accaparement des terres existe depuis des siècles. Il suffit de se rappeler la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb et l'expulsion brutale des communautés autochtones qu'elle a provoquée, ou encore les colonialistes blancs qui se sont emparés des territoires occupés par les Maoris en Nouvelle-Zélande et par les Zoulous en Afrique du Sud. Cette façon extrêmement violente de procéder est

Le point de vue de la FASTI

L'accaparement des terres, ordonné par les pouvoirs politiques et économiques des pays « riches », s'inscrit dans un système plus global de domination oligarchique. Les gouvernements s'allient aux grands groupes financiers pour imposer une colonisation foncière, économique et humaine aux conséquences désastreuses.

L'attachement des populations locales à leurs terres est totalement nié. Pire, l'exode rural forcé provoque une paupérisation des populations (chômage, disparition des savoirs traditionnels, passage de l'autosuffisance à la dépendance agricole etc.).

En réalité, l'accaparement des terres vise à exporter le modèle capitaliste de production dans l'objectif d'enrichir toujours plus une partie de la population. Bien que négligés, les impacts écologiques sont considérables (uniformisation des cultures, accroissement des cultures OGM vouées à l'exportation, appauvrissement et pollution des sols et des cours d'eau etc.).

La FASTI dénonce ce schéma d'exploitation et de domination colonialiste. Nous souhaitons ici témoigner notre solidarité avec les luttes locales contre l'accaparement des terres et rappeler que l'égalité de tou-te-s passe par la prise en compte de chacun-e. •

LA COMMISSION NORD/SUD

► La suite page 2 ►

encore très répandue aujourd'hui, de la Chine au Pérou. Rares sont les jours où la presse ne fait pas état des luttes pour la terre, tandis que des compagnies minières comme Barrick Gold envahissent les hautes terres d'Amérique du Sud et que les grandes compagnies agro-alimentaires comme Dole ou San Miguel escroquent leurs droits fonciers aux petits producteurs philippins. Dans de nombreux pays, des investisseurs privés achètent de vastes espaces pour les transformer en parcs naturels ou en zones protégées. Et partout, la nouvelle industrie des biocarburants, vantée comme une solution au changement climatique, semble s'appuyer sur le principe qu'il faut chasser les gens de leurs terres.

Mais ce n'est pas tout ; il se passe aujourd'hui quelque chose de plus étrange. En effet, les deux grandes crises mondiales qui ont éclaté en 2008 – la crise alimentaire et plus largement, la crise financière dont fait partie la crise alimentaire¹ – ont ensemble donné naissance à une nouvelle tendance très inquiétante : l'achat de terres pour délocaliser la production alimentaire.

L'APPAT DU GAIN, MOTEUR DE L'ACCAPAREMENT DES TERRES

Au cours des deux dernières années, les investisseurs se sont efforcés de prendre le contrôle des terres agricoles en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Au début,

1. Voir GRAIN, "Crise alimentaire : Le commerce de la faim", À Contre-courant, avril 2008 <http://www.grain.org/article/entries/184-crise-alimentaire-le-commerce-de-la-faim>

durant les premiers mois de 2008, ils parlaient d'obtenir ces terres par souci de « sécurité alimentaire », leur sécurité alimentaire bien sûr. Des responsables des pays du Golfe ont fait le tour du monde à la recherche de vastes zones de terres cultivables qu'ils pourraient acquérir pour y faire pousser du riz destiné à nourrir leur population en expansion, sans avoir à dépendre du marché international. Des Coréens, des Libyens, des Égyptiens et d'autres ont fait de même. Dans la plupart des négociations, des représentants de haut niveau des gouvernements concernés étaient directement impliqués, s'efforçant de mettre en place des arrangements de coopération politique, économique et financière pour enrober les transactions concernant les terres agricoles.

Puis, vers le mois de juillet 2008, la crise financière s'est aggravée et aux côtés des « accapareurs de terres pour la sécurité alimentaire », un autre groupe d'investisseurs a commencé à acheter des terres agricoles dans les pays du Sud : des fonds de couverture, des fonds de capital-investissement, des banques d'investissement et autres, dont beaucoup ont leur siège aux États-Unis. Eux ne se soucient pas du tout de sécurité alimentaire : Ils se sont rendu compte qu'il y avait de l'argent à faire en investissant dans l'agriculture, car la population mondiale s'accroît, les prix alimentaires vont très probablement rester élevés pendant longtemps et les terres agricoles sont bon marché. En appliquant quelques compétences en technologie et en gestion à ces nouveaux investis-

sements fonciers, ces nouveaux investisseurs diversifient leurs portefeuilles, se protègent contre l'inflation et garantissent leurs retours sur investissement, tirant parti à la fois des récoltes et de la terre elle-même.

QUI SONT LES ACCAPAREURS ?

À ce jour, au moins 40 millions d'hectares ont changé de mains ou sont l'objet de négociations, dont 20 millions rien qu'en Afrique. GRAIN a calculé que plus de 100 milliards de dollars ont été mis sur la table pour garantir ces transactions. Même si de temps en temps les gouvernements y mettent du leur, ce sont principalement des sociétés privées qui signent et appliquent ces accords, de connivence avec des responsables du pays hôte. Quoique nous ayons réussi à compiler plusieurs listes de données indiquant l'identité des accapareurs de terres et ce que cachent les transactions, la plus grande partie de l'information reste un secret pour le public, de peur de provoquer des réactions négatives. Dans ce contexte, et avec tout ce qu'on entend sur la « sécurité alimentaire » et les déclarations déformées des médias (du genre « La Corée du Sud loue la moitié des terres de Madagascar »²), on passe souvent à côté du fait que les principaux acteurs de l'accaparement actuel des terres dans le monde pour la production alimentaire à l'étranger ne sont pas les pays ou les gouvernements, mais de grandes entreprises. L'attention s'est vraiment focalisée sur le rôle d'États comme l'Arabie saoudite, la Chine ou la Corée du Sud, alors qu'en réalité, même si les gouvernements facilitent les accords, ce sont des entreprises privées qui prennent le contrôle de la terre. Et leurs intérêts ne sont tout simplement pas les mêmes que ceux des gouvernements.

Prenons un exemple. En août 2009, le gouvernement de l'île Maurice a, par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères, obtenu un bail à long terme pour 20 000 hectares de terres agricoles fertiles

2. Ce n'était pas la Corée du Sud, mais Daewoo Logistics.

GRAIN

GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité. L'ONG poursuit une mission d'information et de communication à travers de nombreuses recherches et analyses indépendantes. Ses partenaires répartis sur l'ensemble de la planète lui permettent d'être au plus près des réalités locales. L'accaparement des terres et la délocalisation de la production font parties des thématiques de recherche de GRAIN, tout comme la crise alimentaire mondiale, les accords de libre échange, les efforts des agences multilatérales pour imposer de nouvelles règles dans la gestion de la biodiversité etc. Pour plus d'informations, voir le site <http://www.grain.org/fr> •

au Mozambique pour y produire du riz pour le marché mauricien. Il s'agit bien d'une externalisation de la production alimentaire, cela ne fait aucun doute. Mais ce n'est pas le gouvernement mauricien qui va, au nom du peuple mauricien, cultiver cette terre et rapatrier le riz dans l'île. Le ministère mauricien de l'agro-industrie a en effet immédiatement sous-loué la terre à deux grandes entreprises : L'une, singapourienne, tient beaucoup à développer des marchés pour ses semences propriétaires de riz hybride en Afrique ; l'autre, du Swaziland, est spécialisée dans la production de bétail, mais aussi engagée dans la production d'agrocarburants dans le Sud de l'Afrique.³ C'est une situation tout à fait typique. En d'autres termes, nous devons faire attention de ne pas nous laisser aveugler par le rôle des États, parce qu'en fin de compte, ce sont les intentions des grandes entreprises qui vont se

3. Voir GRAIN, «Mauritius leads land grabs for rice in Mozambique», *Oryza hybrida*, septembre 2009. <http://www.grain.org/hybridrice/?lid=221>

révéler cruciales. Et celles-ci ont à leur disposition pour les aider toute une panoplie d'outils juridiques, financiers et politiques.

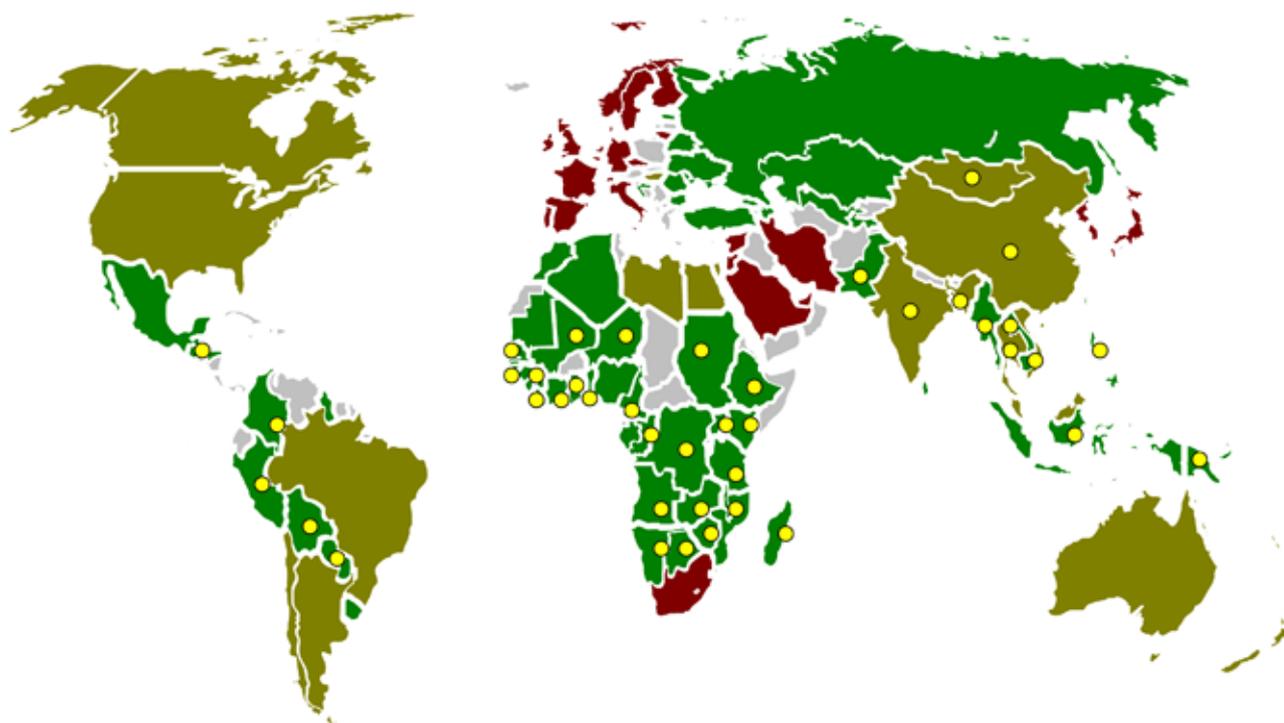
Qui plus est, on a tendance à présumer que l'engagement du secteur privé dans l'accaparement mondial des terres est le fait d'entreprises agro-industrielles traditionnelles ou de sociétés de plantation, comme Unilever or Dole, et que le but serait tout simplement de poursuivre l'expansion du modèle d'agriculture contractuelle des dernières années. En réalité, on se rend compte que la haute finance, malgré l'indigence de son expérience en agriculture, est devenue un acteur essentiel de cette évolution. Tant et si bien que la phrase « investir dans l'agriculture », nouveau leitmotiv des bureaucrates du développement, n'est pas systématiquement à prendre comme un synonyme de fonds publics. De plus en plus, l'investissement en agriculture devient l'affaire... du monde de l'argent.

LE RÔLE DU CAPITALISME FINANCIER

GRAIN a tenté de voir qui sont véritablement ces investisseurs du secteur privé qui acquièrent actuellement des terres agricoles dans le monde pour assurer une production alimentaire délocalisée. Il ressort de nos recherches que le rôle du capitalisme financier - fonds et sociétés d'investissement - est absolument considérable. En octobre 2009, nous avons publié un tableau donnant un aperçu de plus de 120 structures d'investissement, récemment créées pour la plupart, qui se démenaient pour acquérir des terres agricoles à l'étranger, suite à la crise financière⁴. Que leurs projets se soient déjà matérialisés ou qu'ils en soient encore au stade d'objectif, ces sociétés sont engagées à hauteur de dizaines de milliards de dollars. Le tableau n'était pas exhaustif, mais il donnait cependant un échantillon du genre d'entreprise ou d'instrument

4. Voir aussi le tableau des cas d'accaparement des terres: [landgrab-2008-fr-annex.pdf](#)

GEOGRAPHIE DE L'ACCAPAREMENT DES TERRES



- Accapareurs : pays d'origine des investisseurs qui cherchent des terres agricoles à l'étranger
- Accaparés : pays cibles ou hôtes de ces investisseurs étrangers
- Les deux : pays à la fois origine et cible de ces investissements
- Pays où la sous-alimentation touche plus de 10 % de la population



World Agriculture Fund d'Altima Partners, lors d'une réunion de juin 2009, rassemblant à New York des investisseurs en agriculture venus du monde entier. Il n'est donc pas surprenant que les gouvernements, la Banque mondiale et les Nations unies, tiennent à s'associer à ce mouvement. Mais ce ne sont pas eux qui mènent la danse.

DE PLUS EN PLUS RICHES

Les nouveaux propriétaires fonciers qui apparaissent aujourd'hui sont des managers de fonds de capital investissement, des opérateurs spécialisés dans les fonds agricoles, des fonds de couverture, des fonds de pension, des grandes banques et autres. Ils font preuve d'un appétit démesuré et avancent à un rythme effréné, ce qui n'est somme toute pas surprenant, étant donné la bousculade générale pour essayer de sortir de la crise financière. Les données consolidées ne sont pas disponibles mais on peut voir déjà que des milliards de dollars passent dans des acquisitions de terres agricoles liées à un nombre toujours croissant de projets destinés à "faire fortune rapidement". Une partie de ces dollars proviennent de l'argent durement économisés par des enseignants, des fonctionnaires ou des ouvriers dans des pays comme les États-Unis ou le Royaume-Uni. Ce qui veut dire que beaucoup de citoyens ordinaires ont également des intérêts dans cette évolution, qu'ils en soient conscients ou non. Cela signifie aussi qu'un nouveau lobby, extrêmement puissant et représentant les intérêts des grandes entreprises, est en train de se mettre en place. Il cherche à obtenir des conditions favorables pour faciliter et protéger les investissements agricoles. Il s'agit de se débarrasser de ces lois foncières gênantes qui ferment les possibilités de propriété aux étrangers, d'annuler les restrictions sur les exportations alimentaires en vigueur dans les pays-hôtes et de contourner toutes les réglementations concernant les organismes génétiquement modifiés. Nous pouvons hélas être certains que les grandes entreprises concernées vont travailler main dans la main avec leur propre

financier impliqués et les niveaux d'investissement prévus.

Les investisseurs privés ne se tournent pas vers l'agriculture pour résoudre le problème de la faim dans le monde ou éliminer la pauvreté rurale. Ce qu'ils veulent, c'est, purement et simplement, faire des bénéfices. Le monde a en effet changé de telle façon qu'on peut maintenant faire une fortune avec des terres agricoles. Les investisseurs savent avec certitude que les besoins alimentaires mondiaux vont continuer à croître, maintenant des prix élevés et fournissant un substantiel retour sur investissement à tous ceux qui ont la mainmise sur les ressources de base nécessaires. Et ces ressources de base, en particulier la terre et l'eau, sont plus que jamais soumises à la surexploitation. Faisant suite à la crise financière, les prétendus investissements alternatifs, comme les infrastructures ou les terres agricoles, font fureur. La terre elle-même est présentée comme offrant une sorte de protection contre l'inflation. Et comme sa valeur ne suit pas les variations des autres actifs comme l'or ou les devises, c'est un moyen pour les investisseurs de diversifier leurs portefeuilles.

Mais il ne s'agit pas seulement de la terre : Nous touchons ici au système de production lui-même. Les investisseurs sont convaincus qu'ils peuvent aller en Afrique, en

Asie, en Amérique latine et dans les pays de l'ex-bloc soviétique, consolider leurs holdings, injecter un mélange de technologie, de capital et de compétences de gestion, installer des infrastructures et transformer des fermes sous-exploitées en vastes installations agro-industrielles. « Certains fabriquent des chaussures ou des ordinateurs ; nous, nous produisons des denrées agricoles », déclare Laurence Beltrão Gomes de SLC Agrícola, la plus grosse entreprise agricole du Brésil.

L'objectif des investisseurs est souvent de générer des flux de revenus non seulement à partir des récoltes, mais également à partir de la terre, dont ils espèrent voir la valeur augmenter. Comme le dit Susan Payne, DPG de Emergent Asset Management, un fonds d'investissement du Royaume-Uni qui cible les terres agricoles de Mozambique et d'autres pays africains, « La première chose que nous allons faire, c'est de faire de l'argent sur la terre elle-même... Même en étant parfaitement idiots et sans y faire pousser quoi que ce soit, nous pensons que nous ferions de l'argent sur les dix années à venir. »

Nous sommes ici dans la "version multinationale" de la Révolution verte et les ambitions sont fortes : « Mon patron veut créer le premier Exxon Mobil du secteur agricole », explique Joseph Carvin du One

gouvernement et toutes les banques de développement, afin de réaliser à tout prix leurs objectifs partout dans le monde, en se servant des accords de libre-échange, des traités bilatéraux d'investissement et des conditions imposées par les bailleurs de fonds.

De fait, les gouvernements qui, au Nord comme au Sud, s'efforcent principalement de soutenir l'expansion de leur propre agro-industrie pour répondre à la crise alimentaire, sont également impliqués dans l'accapement des terres dans le monde. Tous les accords et programmes privilégiés mis en place aujourd'hui dénotent une volonté de restructurer et d'étendre encore ce système alimentaire industriel fondé sur de vastes monocultures gourmandes en capital et destinées à l'exportation.

Toutefois, même si tout cela a un air de déjà-vu, certains éléments sont nouveaux et différents : Tout d'abord, les infrastructures nécessaires au développement de ce modèle seront mises en place, contrairement à ce qui s'est passé avec la révolution verte. Comme nous pouvons le voir dans le tableau, le développement se fondera sur de nouvelles formes de financement. Troisièmement, il va falloir tenir compte de plus en plus de la concurrence croissante des grandes entreprises et des magnats des pays du Sud. Les compagnies transnationales américaines et européennes comme Cargill, Tyson, Danone et Nestlé, qui avaient l'habitude de faire la loi, se font désormais déborder par des conglomérats émergents comme COFCO, Olam, Savola, Almarai et JBS⁵. Un rapport récent de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (la CNUCED)

5. COFCO a son siège en Chine, Olam à Singapour, Savola et Almarai en Arabie Saoudite et JBS au Brésil.

souligne que 40 % de toutes les fusions-acquisitions dans le domaine de la production agricole étaient l'an dernier des transactions Sud-Sud⁶. Soyons clairs, demain l'industrie alimentaire en Afrique dépendra largement des capitaux en provenance du Brésil, de la Chine et des pays du Golfe.

COMMENT EXPORTER L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Étant donné le rôle essentiel joué par le secteur privé dans l'actuel accapement des terres, il est évident que ces entreprises ne sont pas intéressées par le genre d'agriculture qui pourrait assurer la souveraineté alimentaire. De plus, compte tenu du fait que la faim dans le monde augmente encore plus vite que la population, cela ne risque pas non plus de résoudre la question de la sécurité alimentaire. Un des leaders de Synergie Paysanne au Bénin considère l'accapement des terres comme étant essentiellement « une façon d'exporter l'insécurité alimentaire ». Car il s'agit bien ici de répondre aux besoins de certains (besoins de maïs ou d'argent) en privant les autres de leurs moyens de production de nourriture. Il a entièrement raison. Dans la plupart des cas, les investisseurs n'ont aucune expérience en agriculture. Selon le Coordinateur de MASIPAG aux Philippines, on peut s'attendre à ce que ces investisseurs viennent dans le pays, épuisent les éléments biologiques et les substances nutritives des sols avec leur agriculture intensive, et s'en aillent tout simplement après quelques années, laissant derrière eux « un désert »

6. World Investment Report 2009, UNCTAD, Geneva, September 2009, p. xxvii. La plupart des investissements étrangers directs se font à travers des fusions-acquisitions. en français : <http://www.unctad.org/TEMPLATES/Web-flyer.asp?docID=11666&intItemID=1634&lang=2>

pour les communautés locales. On pourrait considérer comme une simple excentricité les tractations visant à faire de cet afflux soudain de dollars et de dirhams une sorte de programme destiné à résoudre la crise alimentaire, si ce n'était pas si dangereux. Depuis le siège des Nations-Unies à New York jusqu'aux coulisses des capitales européennes, on ne parle que d'accords « gagnant-gagnant ». Il suffirait soi-disant de se mettre d'accord sur quelques paramètres permettant de moraliser et de discipliner ces accords sur les acquisitions de terres pour que ceux-ci profitent aux communautés locales, sans effrayer les investisseurs. La Banque Mondiale veut même créer un système de certification mondial et un service d'audit pour ce qui pourrait devenir un « accapement des terres soutenable », dans le genre de ce qui se fait pour les palmiers à huile, l'exploitation forestière et les autres industries extractives.

À l'occasion de sa conférence annuelle sur les questions foncières qui a eu lieu à Washington à la fin avril 2010, la Banque mondiale, ainsi que la FAO, la FIDA et la CNUCED, ont proposé une série de "sept principes" en vue de rendre l'accapement des terres - ou ce la Banque nomme "les investissements agricoles à grande échelle" - plus acceptables socialement.

L'objectif principal de la Banque à travers ces principes volontaires est de réduire les risques pour les investisseurs ; il s'agit en effet, après tout, d'investissement à hauts risques. Il faut aussi diluer les réactions sociales qui suivent ce genre de transactions chaque fois que celles-ci s'ébruitent et qui commencent à s'organiser pour former un mouvement mondial.

► Liens

<http://www.grain.org/fr/article/categories/12-publications> : l'onglet « publications » du site internet de GRAIN permet d'accéder aux nombreux documents produits par l'ONG et ses partenaires (périodiques, rapports d'analyse, programmes audio et vidéo).

<http://www.grain.org/fr/article/entries/140-main-basse-sur-les-terres-agricoles-en-pleine-crise-alimentaire-et-financiere> : rapport de GRAIN réalisé en 2008 « main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière » et lien vers un tableau qui détaille les différents cas recensés d'accapement des terres.

**INSTAURATION
FORCÉE D'UN MODÈLE
CAPITALISTE ET
PRODUCTIVISTE**

Toutes ces propositions « gagnant-gagnant » ne sont vraiment pas réalistes. Elles promettent la transparence et la bonne gouvernance, comme si les investisseurs étrangers étaient capables de respecter les droits des communautés quand leurs propres gouvernements ne le sont pas. Elles parlent d'emplois et de transferts de technologie, alors que ce n'est pas le problème (c'est d'ailleurs rare que les uns ou les autres se matérialisent). Elles se voilent de termes comme « volontaire », « crainte » et peut-être « au lieu de « garanti », « confiance » et « réellement ». Et le camp des partisans du gagnant-gagnant est lui-même divisé sur la conduite à tenir en cas de fortes pressions alimentaires dans les pays-hôtes, un scénario plus que plausible. Les pays doivent-ils être autorisés à réduire leurs exportations, même celles qui proviennent des exploitations des investisseurs étrangers ? Ou bien faut-il donner libre cours au présumé libre-échange et aux droits des investisseurs ? Parmi tous les groupes concernés à qui nous avons parlé en Afrique ou en Asie, aucun ne prend cette idée de « gagnant-gagnant » sérieusement.

Si nous regardons qui sont ces investisseurs et ce qu'ils cherchent, il est impossible d'imaginer qu'avec tant d'argent en jeu, avec toute l'expérience sociale qu'ils ont amassée dans le passé à force de concessions et de conversions foncières à grande échelle, que ce soit dans les mines ou dans les plantations, et étant donné le rôle central joué ici par la finance et l'agrobusiness, ces investisseurs se mettent soudain à respecter les règles du fair-play. Il est tout

aussi difficile de croire que les gouvernements et les agences internationales vont soudainement pouvoir les responsabiliser.

La question du « gagnant-gagnant » n'est qu'une façon dangereuse de nous détourner du fait que la crise alimentaire actuelle ne peut pas être résolue par l'agriculture industrielle à grande échelle, qui est le modèle poursuivi par presque toutes les acquisitions foncières. Mais les gouvernements, les agences internationales et les grandes entreprises qui font tourner le système alimentaire mondial sont totalement dépourvus d'imagination quand il s'agit de trouver des solutions à la crise alimentaire. Après des décennies de projets de révolution verte et de programmes d'ajustements structurels, nous n'avons jamais eu autant d'affamés sur la planète. Plutôt que de remettre en question le modèle choisi, la Banque mondiale et les autres ont décidé que le seul moyen de prévenir l'éclatement du système alimentaire mondial était d'aller de l'avant, de suivre l'argent et d'installer partout de grandes exploitations industrielles, en particulier là où elles ne se sont pas encore installées. C'est bien ce que vise l'accaparement actuel des terres : l'expansion et l'installation forcée du modèle occidental des chaînes de valeurs mondiales des matières premières. En d'autres termes, augmenter encore la mainmise des grandes entreprises sur la production



alimentaire pour l'exportation. L'accaparement des terres dans le monde ne peut donc qu'exacerber la crise alimentaire, avec ou sans « principes » et « directives ». Il promet une agriculture fondée sur les monocultures à grande échelle, les produits chimiques, les combustibles fossiles et des conditions de travail dignes de l'esclavage. Ce n'est pas cette agriculture qui pourra nourrir la planète ; c'est une agriculture qui nourrit la spéculation pour apporter ses bénéfices à une minorité et encore plus de pauvreté au reste de l'humanité. Alors que le changement climatique nous fait entrer dans une ère de sévère perturbation de la production alimentaire, il n'a jamais été aussi urgent d'établir un système qui garantisse la distribution de la nourriture à tous, selon leurs besoins. Et pourtant, jamais l'offre alimentaire mondiale n'a été aussi prisonnière d'un petit groupe dont les décisions ne sont motivées que par l'argent qu'il espère en tirer pour ses actionnaires. Bien sûr, nous devons investir. Mais investir dans la souveraineté alimentaire, dans une multitude de marchés locaux et dans les trois milliards de petits producteurs et de travailleurs agricoles qui produisent actuellement la plus grande partie de la nourriture dont dépendent nos sociétés. Et non pas dans une poignée de méga-exploitations aux mains de quelques méga-propriétaires. ●

GRAIN
ORGANISATION INTERNATIONALE

► **Liens**

<http://farmlandgrab.org/> : ce site internet crée par GRAIN rassemble des articles d'actualité sur l'accaparement des terres.

http://www.cicodev.org/images/stories/cicodev_dans_presse/FSM_Accaparement_des_terres_cicodev.pdf : power point du CICODEV sur l'accaparement des terres en Afrique de l'Ouest : exporter ou nourrir les populations, impacts sur les consommateurs ruraux (février 2011) (Lire, ci-contre)

VALLÉE DU FLEUVE SÉNÉGAL

DE L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE À LA DÉPENDANCE

Amadou Kanouté, directeur exécutif du CICODEV, analyse pour la FASTI les répercussions du phénomène de l'accaparement des terres sur la production et la consommation de la population sénégalaise à travers le cas de la communauté de Diokoul >>>

Avant 2008 les demandes de terres s'élevaient à 4 millions d'hectares de terres agricoles par année dans le monde, selon la Banque mondiale.

En fin 2009, ces demandes d'acquisition se sont élevées à 45 millions d'hectares par année. Soit 10 fois plus.

Sur ces 45 millions d'hectares convoités, plus de 70 % des demandes d'acquisitions sont en Afrique ; dont 21 % d'entre elles sont déjà opérationnelles.

Une étude menée au Sénégal par CICODEV Afrique, l'Institut panafricain pour la Citoyenneté, les Consommateurs et le Développement confirme l'ampleur du phénomène à un niveau local. 650 000 hectares ont été octroyés à 17 privés nationaux et étrangers en l'espace de dix ans au Sénégal. Ceci représente plus de 16 % des terres cultivables du pays.

Perçues par les dirigeants africains comme une manne, les opérations d'attribution et d'accaparement des terres peuvent se révéler comme des couteaux à double tranchant ; surtout pour les populations rurales les plus pauvres, les petits producteurs et les économies des pays

fournisseurs de terre.

L'étude de CICODEV Afrique effectuée dans la communauté rurale de Diokoul dans la région de Louga (centre ouest du Sénégal) a révélé une expropriation de 99 paysans de quatre villages au profit d'une autorité politico-religieuse de près de 3 000 ha.

La communauté rurale de Diokoul est une des quatre communautés rurales de l'arrondissement de Ndande située au centre ouest du Sénégal. Elle couvre une superficie de 272 km², avec une population de 21 264 habitants soit 79 habitants au km², répartis sur 33 villages.

Cette population est composée essentiellement de Wolofs (98 %) et de 2 % de Peuls et bambaras.

Dans le cas spécifique de Diokoul, les conséquences de l'accaparement des terres étudiées sont tout d'abord une plus grande insécurité alimentaire due à la perte de terres.

Tous les enquêtés dans les 4 villages disent avoir perdu leurs terres et 68 % d'entre eux disent avoir été en possession d'au moins 5 ha. Tous les enquêtés affirment qu'ils cultivaient assez pour nourrir leurs familles d'un hivernage à un autre et n'y arrivent plus que pour 2 mois maintenant.

Cette assertion est confirmée par les chiffres de production recueillis. Le mil – qui est l'aliment de base – est en baisse. Alors que 56 % d'entre eux arrivaient à produire entre 1 et 5 tonnes de mil avant leur expropriation, aujourd'hui seuls 2 % d'entre eux y arrivent sur les lopins de terre empruntés auprès de parents et amis dans d'autres villages.

Ceci donne naissance à une insécurité nutritionnelle plus grande ; particulièrement visible avec la culture du « niébé »

– première source de protéines pour les populations rurales –. Cette spéculation est en perte de vitesse. 54 d'entre eux produisaient jusqu'à 500 kg par saison avant la perte des terres. Aujourd'hui seuls 14 % des producteurs y arrivent et sont entraînés de délaisser le niébé pour des cultures de rente comme l'arachide.

La conséquence est une extraversion plus grande des modèles de consommation avec un recours plus grand aux denrées de première nécessité exogènes comme le riz au détriment du mil et du niébé dont les valeurs nutritives sont plus élevées.

Les femmes des quatre villages dénoncent une insécurité énergétique accrue car elles ne peuvent plus accéder au bois de chauffe qu'elles collectaient des arbres qui sont maintenant dans les fermes clôturées. Pour faire la cuisine elles recourent aux bouses de vache que leurs filles vont collecter dans les villages voisins, car le bétail est en voie de disparition pour plus de 50 % du cheptel de bœufs, moutons et chèvres dans leurs villages.

La pratique de l'emprunt et de location de lopins de terres auprès des voisins, parents et amis des autres villages pour cultiver de quoi nourrir sa famille (stratégie du « Mbayaan » en langue Wolof) les ressources foncières surexploitées ne permettent plus la régénération des sols. •

AMADOU KANOUTÉ
DIRECTEUR EXÉCUTIF
CICODEV AFRIQUE

LE CICODEV

Le CICODEV Afrique est un institut panafricain de recherche, de formation et d'action pour la Citoyenneté, les Consommateurs et le Développement. L'association s'intéresse de près aux impacts de l'accaparement des terres sur les consommateurs ruraux en Afrique de l'Ouest. Pour plus d'informations, voir le site <http://www.cicodev.org/> •

RÉSISTANCE

MALGACHE

Madagascar figure actuellement en première ligne des pays africains ciblés par des investissements opaques sur de vastes surfaces arables. Mais les paysan-ne-s de la Grande Ile luttent contre le vol de leur terre. Solidaire des luttes contre l'accaparement des terres à travers le monde, la FASTI a souhaité interviewer Mamy Rakotondrainibe, présidente du collectif de défense des terres malgaches - TANY.



en raison de ce contexte d'opacité mais ceux que nous connaissons font preuve d'une grande diversité : la durée des baux emphytéotiques peut aller de 7 à 99 ans, le prix de la location de l'hectare par an est aussi variable, le plus fréquent étant 0,80 euro/ha/an, les compensations consistent très souvent en constructions de routes, d'écoles ou de centres de santé en plus de la fourniture d'autres produits ou matériels qui sont quelquefois des promesses trompeuses.

Quelle est l'influence de la présence de la société coréenne Daewoo sur le type de plantation ? Et plus largement, sur le pouvoir en place ?

Quelle est l'ampleur du phénomène de l'accaparement des terres à Madagascar ? Pouvez-vous nous détailler le contenu des contrats « imposés » par les nouveaux propriétaires fonciers ?

Le phénomène d'accaparements de terres existait à Madagascar depuis déjà plusieurs années. Après la décolonisation, les populations en parlaient ici et là en termes d'expulsions des paysans des terres que de riches personnages s'approprièrent sans que les paysans puissent se défendre car dépourvus de document officiel comme le titre et le certificat fonciers, alors qu'ils vivaient sur leurs terres selon le droit coutumier. Nous avons été particulièrement indignés lors

de l'annonce du projet Daewoo en novembre 2008 par la surface concernée - 1,3 million d'ha - et par les différents termes du contrat connu. C'est seulement à ce moment que nous nous sommes focalisés sur le sujet et que nous nous sommes organisés. Par ailleurs, la transparence sur le sujet n'existe pas et à Madagascar, les informations circulent mal. Nous sommes donc désolés de ne disposer que de données partielles : des recherches systématiques non exhaustives montrent que 3 millions d'ha de terrains ont fait l'objet de transactions entre 2005 et 2010, parmi celles-ci certaines n'ont pas abouti ou ont été arrêtées¹. Nous ne pouvons pas attester de beaucoup de contrats, toujours

1. <http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2011-1-page-111.htm>

La société sud-coréenne Daewoo Logistics n'a en fait pas pu s'implanter à Madagascar dans le cadre de son projet d'agrobusiness de 2008 grâce à la mobilisation des citoyens et des organisations au pays et dans le monde. Le soutien fort des citoyens de tous les continents qui avaient manifesté leur indignation a joué un rôle important dans le succès des actions sur ce projet : ils avaient soit signé une pétition sur notre site, soit envoyé des appels urgents aux responsables de la société Daewoo et de sa filiale Daewoo Logistics, soit transmis des lettres de protestation au président de la République de Corée du Sud et de la Haute Autorité de la Transition malgache après que l'opposition politique à Madagascar avait

réussi à faire chuter le régime en place en s'appuyant sur cette affaire et sur d'autres problèmes de mauvaise gouvernance. L'avenir proche nous dira si ce projet Daewoo a réellement disparu ou apparaîtra sous une nouvelle forme.

La population malgache est depuis toujours très attachée à sa terre. Quels bouleversements (économiques, sociaux, psychologiques) l'accaparement des terres provoque-t-il sur la population ?

Jusqu'à présent les conséquences les plus visibles sont les expulsions des familles malgaches des terres qu'elles avaient considérées comme ancestrales, des terres où elles ont souvent vécu pendant des décennies. Le cas célèbre et pour lequel des données et études sont disponibles concerne les expulsions de nombreuses familles liées à la construction de l'énorme complexe minier de Qit Minerals Madagascar (QMM) filiale de Rio Tinto dans le Sud-est de Madagascar près de Tolagnaro-Fort-Dauphin,



dans la région Anosy². La presse s'était fait l'écho de conflits sur la résistance des familles et leur réclamation de compensations jusqu'en décembre 2009³. « Pour la plupart, la somme accordée est considérée [être] insuffisante pour compenser la perte de l'usage de terres agricoles et des zones de pêche qui représentaient les moyens de subsistance pour leurs familles depuis des générations. La majorité de la population locale vit de la terre (86 %)

2. <http://www.riotintomadagascar.com/french/aboutQMM.asp>
QIT Madagascar Minerals (QMM), détenue à hauteur de 80% par Rio Tinto et de 20% par l'Etat malgache, a mis en chantier une opération d'extraction de sables minéralisés près de Fort Dauphin à l'extrémité sud-est de Madagascar. Au cours des 40 années à venir, QMM prévoit extraire de l'ilménite et du zircon à partir des sables minéraux lourds sur une zone d'environ 6000 hectares le long de la côte.

3. <http://www.laverite.mg/index.php/quotidien-madagascar/13022-fort-dauphin-lacces-du-port-dehoala-bloque>

comme les agriculteurs de subsistance. Ils désignent la possession de leur terre par des moyens traditionnels, qui sont reconnus par la communauté. Le titre foncier étant difficile à obtenir et coûteux, seul 8 % des 90 % des agriculteurs qui possèdent des terres ont un titre officiel. Les processus d'indemnisation, inévitablement, favorisent ceux qui ont un titre légal », mais également les familles aisées que les autorités craignent par rapport aux familles modestes et pauvres. Nous avons reçu des témoignages selon lesquels des négociations sur les compensations continuent toujours actuellement et des compléments d'indemnisations promis n'ont pas été versés. À partir de 2005-2006, de nombreuses familles des environs ont été expulsées, des tombeaux ont été déplacés ou détruits pour les besoins de la construction de l'usine, du port et des routes

► Liens

Web documentaire du Monde Diplomatique « Ruée sur les terres agricoles au Mali » : <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2011-12-16-terres-agricoles>

L'accaparement des terres et la nutrition : défis pour la gouvernance mondiale, rapport de l'observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition (2010) Téléchargeable sur le site : <http://www.rtfn-watch.org/fr/home/lobservatoire-2010/>

ACTIONS EN COURS

Signer la pétition contre les expulsions des familles malgaches de leurs terres <http://terres-malgaches.info/spip.php?article40>

Pour interpeller les dirigeants malgaches sur différents faits graves, tels que des ventes de terres <http://terres-malgaches.info/spip.php?article43>.



nécessaires à la mise en place du complexe minier. Les familles de bouviers originaires de la région Androy qui s'étaient sédentarisées et cultivaient dans la zone d'Ehoala depuis les années 1960 pour assurer leur subsistance et compléter leurs revenus avaient reçu environ un septième du montant de la compensation par m² reçu par des familles qui venaient de s'installer depuis 4 ou 5 ans ; pourtant ces bouviers auraient dû bénéficier des mêmes droits que les citoyens de la commune urbaine de Fort-Dauphin dont Ehoala fait partie. Certains

sont devenus des bouchers à Fort-Dauphin, d'autres sont revenus dans l'Androy, région au climat aride et la plus pauvre de Madagascar d'où ils étaient partis pour trouver de meilleures conditions d'existence. Les responsables directs de ces injustices seraient les autorités de la Région à qui l'usine QMM avait remis les sommes destinées aux compensations et indemnités des populations, alors que la commune estimait que cette gestion relevait de ses compétences. Les familles expulsées de la zone d'Ehoala, comme celles venant des autres localités, n'avaient pas pu s'installer sur de nouvelles terres cultivables car dans les zones disponibles des environs, la consistance trop sablonneuse du sol rendait les activités agricoles impossibles.

Dans de nombreux cas, suite à leurs expulsions des terres sur lesquelles ils vivaient et travaillaient selon le droit coutumier, les paysans deviennent souvent des salariés des investisseurs avec des conditions de travail variables où le contrat de travail n'existe pas toujours.

La construction des infrastructures de QMM s'est distinguée par le recrutement de centaines d'ouvriers qualifiés

des Philippines, d'Afrique du Sud, etc.. pendant plusieurs mois. Actuellement ce sont les projets et investissements chinois qui occasionnent une venue en masse de travailleurs originaires de Chine dont on ne connaît pas la qualification et dont on ne sait pas combien de temps durera leur séjour à Madagascar.

Assiste-t-on à un éclatement des structures traditionnelles (villagaises et familiales) ?

Dans les cas où les populations subissent des déplacements de villages, les structures traditionnelles subissent sans aucun doute des transformations. Les témoignages recueillis en septembre 2009 et publiés⁴ sur l'impact de ces déplacements de populations liés à l'installation de l'usine QMM à Fort-Dauphin sur environ 6 000 ha montrent que la construction du port et du complexe a empêché les pêcheurs traditionnels de homards, crevettes et autres poissons de continuer leur travail. La transformation de la forêt voisine en zone de conservation sur 1 097 ha environ a rendu illégales ou payantes les activités des populations dans la forêt alors qu'elles dépendaient « de ses produits pour la construction des maisons, la nourriture, des remèdes naturels, des produits pour le tissage et pour des combustibles, et aussi comme filet de sécurité pour les temps difficiles ». Les habitants ont dû se regrouper dans les zones qui leur ont été allouées. Les membres des familles qui optent pour l'exode rural et qui se réfugient dans les grandes villes voisines pour survivre perdent sûrement leurs racines traditionnelles. Par ailleurs, la dégradation des conditions de vie des populations est flagrante : « Selon la population locale, le coût de la vie dans la région a triplé depuis

TANY

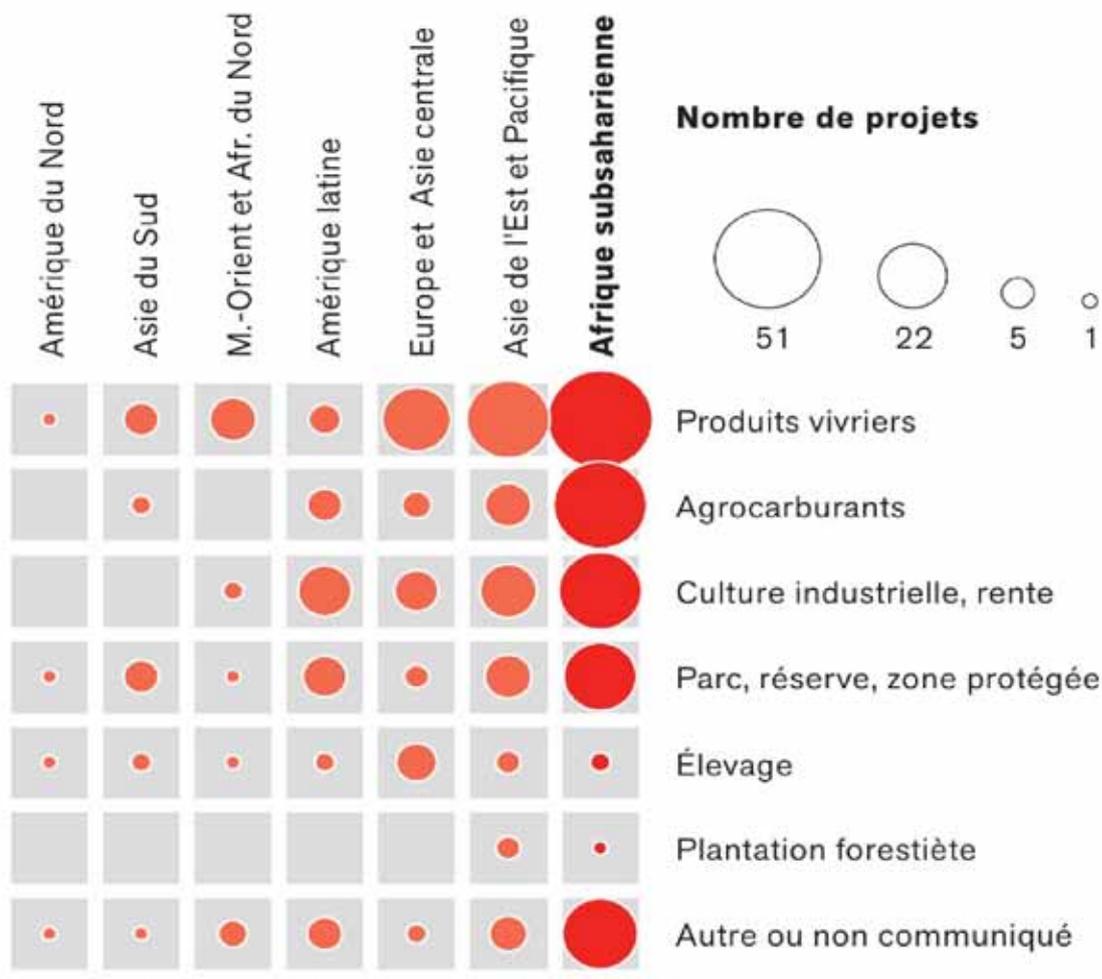
Le collectif pour la défense des terres malgaches - TANY regroupe des individus d'origine malgache déterminés à unir leurs forces et à travailler ensemble pour s'opposer à la spoliation des citoyens et paysans malgaches de leurs terres. Leurs principales missions sont les suivantes :

- Défendre les terres malgaches en collaboration avec les populations et organisations à Madagascar,
- Diffuser des informations sur la situation à Madagascar auprès des populations et organisations dans le monde pour qu'elles soutiennent les paysans malgaches dans leur lutte pour la défense de leurs biens et de leurs terroirs,
- Diffuser des informations auprès des Malgaches de toutes les régions sur les objectifs, méthodes et risques liés à de telles opérations réalisées à travers le monde, pour qu'ils soient vigilants et sachent se défendre,
- Échanger et collaborer avec les populations des autres pays victimes de prédateurs similaires pour mieux défendre leurs paysans et leurs terres.

Pour plus d'informations, voir le site : <http://terresmalgaches.info/> •

4. <http://andrewleestrust.org/Reports/Voix%20du%20Changement.pdf>

L'ACCAPAREMENT DES TERRES POUR QUOI FAIRE ?



la phase de démarrage de la mine (2005), et le tourisme a baissé. La ville a connu un afflux d'ouvriers étrangers pour la construction des rues et du port, une grande augmentation de la circulation, et une pression sur les services publics locaux (l'eau et l'électricité). Inévitablement, les espaces de travail et les logements sont devenus rares ou trop chers, et les emplois locaux sont limités puisque des travailleurs d'ailleurs migrent vers cette région, à la recherche d'emplois ». Le projet d'investissement censé apporter le développement de la région n'a pas eu l'effet annoncé sur les populations, alors que l'un de nos témoins affirme que la crainte d'être accusés par les voisins favorisés et par les autorités locales de s'opposer aux actions de développement, en défendant leurs intérêts personnels,

constitue une des raisons qui amène les groupes victimes d'injustices à ne pas résister de manière plus radicale.

Pouvez-vous nous parler des luttes et résistances locales contre ce phénomène ? Existe-t-il des synergies entre les luttes similaires au niveau national et mondial ? Comment ces luttes sont-elles réprimées ? Par qui ?

Des résistances locales existent mais relativement rares et peu bruyantes car les autorités locales exercent souvent une pression forte dans le sens des investisseurs. Actuellement par exemple, une partie des populations de Manakara résiste contre une société chinoise qui veut exploiter l'ilménite et a commencé à entreprendre des actions alors qu'elle n'a pas

encore reçu une autorisation d'exploitation. Nous accordons une place importante et croyons à l'efficacité des synergies entre les luttes contre les accaparements de terres au niveau national et mondial. Nous participons donc souvent aux réunions sur ce sujet dans divers pays pour informer sur la situation à Madagascar et pour apprendre auprès des paysans et organisations des autres pays. La lutte la plus fortement réprimée à Madagascar et qui a rendu les paysans malgaches plutôt prudents est celle d'Analavory en 2006⁵ que les forces de l'ordre malgache ont réprimée et que les tribunaux malgaches ont fortement sanctionnée.

5. http://www.afaspa.com/article.php3?id_article=211

COMPAGNONS DE LUTTES

SURVIE

<http://survie.org/>

VIA CAMPESINA

<http://viacampesina.org/fr/>

LA CONFEDERATION PAYSANNE

http://www.confederationpaysanne.fr/campagne-contre-l'accaparement-de-terres_492.php

RITIMO

http://www.ritimo.org/dossiers_thematiques/agriculture/accaparement/accaparement_intro.html

DESTRUCTION MASSIVE, GÉOPOLITIQUE DE LA FAIM, JEAN ZIEGLER.

Toutes les cinq secondes un enfant de moins de dix ans meurt de faim, tandis que des dizaines de millions d'autres, et leurs parents avec eux, souffrent de la sous-alimentation et de ses terribles séquelles physiques et psychologiques.

Comme toujours avec Jean Ziegler, la souffrance a un visage, l'oppression un nom, et les mécanismes à l'œuvre sont saisis dans leur application concrète.

KWADO

Journal d'informations et de réflexion de la Commission Nord/Sud de la FASTI

CONTACT v.fourez@fasti.org

[WWW.FASTI.ORG](http://www.fasti.org)

MAQUETTE ET MEP : SIMON MAZURELLE
CONSEILS : ATELIERS ET CHANTIERS RÉUNIS

Pouvez-vous nous présenter le Collectif de défense des terres malgaches ? Quelles sont vos revendications ? Quelles seront vos prochaines actions ?

Le Collectif pour la Défense des terres malgaches, dont l'abréviation est TANY - le mot malgache signifiant Terre -, a été créé fin 2008 pour s'opposer au projet d'agrobusiness de Daewoo Logistics. Notre « association est indépendante de tout parti ou groupement politique et a pour but de contribuer à la défense des terres malgaches et de soutenir les citoyens et les paysans de Madagascar dans leurs luttes pour la défense de leurs terres et leur développement ». Nos revendications urgentes sont principalement :

- L'abrogation de la loi 2007-036 sur les investissements qui autorise la vente des terres aux sociétés étrangères à partir du moment où elles ont une filiale ou un associé malgache,
- La transparence totale sur les ventes de terres et contrats de location signés dans le passé pour que les citoyens malgaches soient informés de l'état actuel des ventes réalisées et baux emphytéotiques contractés,
- La mise en place des structures et procédures impliquant les populations concernées ainsi que la société civile dans toutes les transactions avec les investisseurs étrangers et nationaux sur les terres, dans tous les domaines notamment agricole et minier.

Pouvez-vous vous présenter ? Votre parcours, vos luttes ?

Les membres du Collectif TANY sont tous des citoyens d'origine malgache vivant en Europe, spécialisés dans des secteurs variés, qui se sont mis à travailler sur le Foncier et l'Agriculture de manière bénévole pour les besoins des actions de défense des terres malgaches. Nous avons créé cette structure à l'extérieur car les problèmes durables de liberté d'expression au pays n'avaient pas permis une mobilisation suffisante sur place en 2008. Nous échangeons avec différentes organisations et personnes sur le terrain opposées à l'accaparement des terres, soutenons leurs actions et restons vigilants sur les convoitises et complicités diverses visant les terres malgaches. •

PROPOS RECUEILLIS PAR VANESSA FOUREZ
COORDINATRICE DE LA COMMISSION NORD-SUD DE LA FASTI



UNE INITIATIVE DE LA COMMISSION NORD/SUD de la FASTI

TOUT AU LONG DE L'ANNÉE, LA COMMISSION NORD/SUD DE LA FASTI ORGANISE À PARIS DES RENCONTRES « REGARDS CROISÉS » OUVERTES À TOUTE-S. PLUSIEURS SPÉCIALISTES - MILITANTS ASSOCIATIFS, HISTORIENS, JOURNALISTES - VIENNENT PARTAGER LEURS CONNAISSANCES SUR LA SITUATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE PLUSIEURS PAYS DITS « DU SUD ».

IL S'AGIT DE DÉCRYPTER, ENTRE AUTRE, LES FORMES DE NÉOCOLONIALISME QUI MAINTIENNENT CES PAYS SOUS DOMINATION ET DE METTRE EN AVANT LES LUTTES ET MOBILISATIONS MENÉES PAR LES POPULATIONS.

SI VOUS SOUHAITEZ RECEVOIR LES PROCHAINES INVITATIONS AUX RENCONTRES « REGARDS CROISÉS » AINSI QUE LES DIFFÉRENTES ACTUALITÉS DE LA COMMISSION NORD/SUD, MERCI DE CONTACTER VANESSA FOUREZ : v.fourez@fasti.org - 01 58 53 58 50.